

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21359 - 79ÈME ANNÉE

La Réunion a droit à un train « RER métropolitain »

Le Conseil de planification écologique du 25 septembre a donné un coup d'accélérateur au sujet des trains « RER métropolitains ». Il est question de faire figurer le soutien de Paris à ces projets dans les Contrats de plan Etat-Région qui seront signés le mois prochain, selon le président de la République. Une aide directe de 700 millions d'euros est prévue pour amorcer 10 à 15 projets. D'autres financements de l'État suivront pour soutenir près de 10 milliards d'euros d'investissements. La Réunion sera-t-elle concernée alors que le besoin d'un train est chaque jour plus important ? Rappelons qu'un projet clé en main existe à La Réunion, et que les premières emprises ferroviaires sont déjà construites à Sainte-Marie, Saint-Denis, Le Port et Saint-Paul.

Ce lundi 25 septembre, un Conseil de planification écologique s'est déroulé au palais présidentiel de l'Élysée, sous la présidence du chef de l'État. Parmi les annonces, une concerne le soutien financier de l'État à la construction de 13 RER métropolitains selon Emmanuel Macron. L'aide de l'État s'élèverait à 700 millions d'euros, le reste à la charge des collectivités. Priorité serait donné à l'achat de matériel français, car il s'agit de contribuer à l'activité de l'industrie ferroviaire française ce qui apparemment fermerait la porte à l'achat de trains chinois ou canadiens par exemple.

700 millions pour amorcer les projets

Clément Beaune, ministre des Transports, a donné des précisions sur ce projet hier sur France Inter. Il s'agirait en réalité d'un nombre de RER métropolitains compris entre 10 et 15. Ce serait des trains circulant dans des grandes villes françaises. Le ministre a annoncé « des projets très avancés à Lille, à Lyon et à Rennes ». Autrement dit, l'étiquette « RER métropolitain » sera accolée à des projets déjà démarrés et financés par les collectivités locales.

Ainsi, un projet de ce type est en construction à Strasbourg. Déjà 700 millions d'euros ont été dépensés, et 600 millions seront nécessaires pour le terminer d'ici 5 ans.

Les 700 millions d'euros seront donc une enveloppe

« d'amorçage » en sachant que les projets identifiés coûteront « à peu près 10 milliards d'euros » selon le ministre. Cette aide est destinée aux collectivités locales. Le soutien de l'État continuera dans le cadre des Contrats de plan Etat-Région signés en octobre, a indiqué en substance le chef de l'État.

La Réunion terre propice à un RER

Les projets de RER métropolitains se précisent. Reste à savoir si La Réunion est sur cette liste. Notre île entre en effet dans les critères d'un RER du type de celui qui circule en région parisienne. La Réunion est très densément peuplée sur le littoral. Les 860 000 habitants se concentrent sur à peine 500 kilomètres carrés, le reste de la superficie du pays étant dévolue à l'agriculture et aux espaces naturels protégés par le Parc national de La Réunion.

La répartition de la population le long de l'ancienne route nationale littorale procure donc des conditions idéales au développement d'un train avec une desserte cadencée d'une rame de plusieurs centaines de places toutes les 15 minutes.

L'échéance d'octobre pour les Contrats de plan Etat-Région, c'est le mois prochain.

Les Réunionnais ont aussi besoin du train

Le besoin de train à La Réunion est encore plus important que dans les métropoles régionales françaises indiquées. Car à la différence de ces métropoles, notre île ne dispose pas de réseau ferroviaire. Il est nécessaire de tout reconstruire. Il est à noter que l'État va soutenir des projets déjà lancés. Un projet de ce type est dans les cartons à La Réunion. Il s'agit du tram-train reliant Sainte-Marie à Saint-Paul en passant par Saint-Denis. Les premières emprises ferroviaires ont d'ailleurs été construites. Elles se situent notamment sur le pont de la rivière des Pluies entre l'aéroport et le siège de la CINOR à Saint-Denis, et sur l'axe mixte reliant Le Port à Saint-Paul par le pont aval de la rivière des Galets et Cambaie. Le TCSP de Saint-Denis pourra également être converti en emprise ferroviaire. Des travaux sont également en cours pour réaliser un TCSP dans l'Est, il pourrait

être transformé en voie ferrée.

Des possibilités existent donc pour accueillir un train. Mais le coup d'arrêt porté par la démolition du projet tram-train par Didier Robert. La priorité semble désormais porter sur la réalisation d'une ligne de bus de moindre capacité plutôt que la reconstruction du train. C'est une singularité alors que les voisins de La Réunion développent le train comme à Maurice et à Madagascar, alors qu'ils n'ont pas accès aux importantes aides directes de Paris.

Sortir les projets des cartons

La démarche de l'État montre que c'est le ferroviaire qui a le vent en poupe. C'est ce que rappelle égale-

ment l'idée d'une taxe supplémentaire sur les billets d'avion pour financer le train en France.

Il serait donc important qu'une partie de cet argent public provenant des impôts payés par les Réunionnais bénéficie à La Réunion. Cela permettra de reconstruire un réseau ferré à écartement standard permettant un choix de matériel plus important que la voie métrique utilisée à l'époque coloniale. Ceci répondra à un besoin de déplacement pas cher, moderne et écologique.

Paris dit vouloir financer le ferroviaire, les Réunionnais ont besoin d'un train, c'est le moment de sortir les projets des cartons.

« Les ingénieurs africains jouent un rôle crucial dans l'élaboration de notre avenir »

La cérémonie d'ouverture de la 9e Semaine africaine de l'ingénierie de l'UNESCO (AEW) et de la 7e Conférence africaine de l'ingénierie a eu lieu à Johannesburg ce 25 septembre. Paul Mashatile, vice-président de l'Afrique du Sud, a notamment souligné que « l'ingénierie est l'épine dorsale de toute société et joue un rôle dans la construction du monde en favorisant les progrès technologiques, le développement des infrastructures et l'économie »

Dans son discours d'ouverture de la 9e Semaine africaine de l'ingénierie de l'UNESCO (AEW) et de la 7e Conférence africaine de l'ingénierie le 25 septembre 2023, le vice-président de l'Afrique du Sud, Paul Mashatile, a déclaré : « Investir dans des infrastructures de classe mondiale contribue de manière significative à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, ainsi qu'à la compétitivité et à l'attractivité des pays, des régions et des villes ».

Dans son discours d'ouverture à la conférence, à laquelle ont assisté des dignitaires de tout le continent africain, le vice-président a poursuivi en déclarant que : « L'ingénierie est l'épine dorsale de toute société et joue un rôle dans la construction du monde en favorisant les progrès technologiques, le développement des infrastructures et l'économie ».

Importance du système éducatif

« Aujourd'hui, les ingénieurs africains jouent un rôle crucial dans l'élaboration de notre avenir. Ils sont à l'avant-garde de projets novateurs répondant à des défis urgents dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des transports, du fret et de la logistique, ainsi que dans le secteur de la communication », a-t-il poursuivi.

« Il est donc essentiel de combler les lacunes de notre système éducatif, de promouvoir la recherche et le développement et de favoriser un environnement propice à l'inclusion et à la croissance professionnelle. Nous devons inspirer la prochaine génération d'ingénieurs en inculquant à nos jeunes une passion pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à un avenir où l'ingénierie sera au cœur de la croissance et de la prospérité de l'Afrique ».

S'exprimant devant le vice-président, ministre des Travaux publics et de l'Infrastructure, Sihle Zikalala, a déclaré : « Nous appelons tout le monde, y compris le secteur privé, à se joindre au gouvernement pour investir dans le développement de professionnels de l'ingénierie pour que le secteur de l'environnement bâti fonctionne efficacement en améliorant la collaboration entre le monde universitaire, l'industrie, le secteur privé et le gouvernement. Il a souligné que les ingénieurs ne doivent pas se considérer comme de purs techniciens sans rôle dans l'élaboration des

politiques : « Nous devons collaborer et vos connaissances pratiques doivent éclairer l'orientation politique pour que notre pays réussisse. »

« Trouver les moyens de construire l'Afrique que nous voulons »

Refilwe Buthelezi, présidente du Conseil d'ingénierie d'Afrique du Sud (ECSA), dans son discours d'ouverture de la conférence de bienvenue, a déclaré que la 9e Semaine africaine de l'ingénierie de l'UNESCO et la 7e Conférence africaine de l'ingénierie sont une convergence d'individus partageant les mêmes idées et issus de différentes sphères se réunissant pour transformer le secteur grâce à un effort de recherche orchestré, qui donne la priorité au développement des infrastructures.

Elle a ajouté : « Le continent africain traverse une période de transition, une période où nous devons nous concentrer sur une transformation rapide et une croissance économique. Cet événement vise à accroître la visibilité de l'ingénierie en Afrique du Sud, mais aussi sur le continent et le rôle que nous jouons dans la création d'un avenir durable. Nous appelons à davantage de collaboration pour développer le pipeline d'ingénierie. Et nous pensons que cela peut être réalisé en se concentrant davantage sur l'éducation de base. L'enseignement est essentiel pour le développement futur de l'Afrique, car il produit des étudiants possédant les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour résoudre certains des problèmes complexes auxquels nous sommes confrontés au quotidien ». Elle a conclu en déclarant que « nous devons trouver les moyens de construire l'Afrique que nous voulons ».

La collaboration et les partenariats essentiels

Dans son discours, Martiale Zebaze Kana, directrice régionale de l'UNESCO, a déclaré : « Depuis sa création, il y a neuf ans, la Semaine africaine de l'ingénierie s'est développée, a évolué et a pris un nouveau conseil d'administration, réunissant des ingénieurs et des parties prenantes d'Afrique et d'ailleurs pour engager des débats, collaborer et travailler ensemble pour résoudre les défis de notre continent. Aucune institution ni aucun pays ne peut réaliser à lui seul le développement durable — la collabora-

tion, les partenariats et l'accès à des données fiables sont essentiels.

Mustafa Shehu, président élu de la Fédération mondiale de l'ingénierie (WFEO), a déclaré : « Alors que nous célébrons l'excellence en ingénierie en Afrique, nous devons également reconnaître la nécessité de diversité et d'inclusion au sein de notre profession alors que nous célébrons les réalisations remarquables des ingénieurs africains. dont les contributions ont joué un rôle crucial dans la transformation de leurs communautés et sociétés et dans d'autres thèmes célébrant et grandissant dans l'excellence générique dans la région africaine ».

« Valoriser le travail exceptionnel des ingénieurs africains »

Kazawadi Papias Dedeki, président de la Fédération des organisations d'ingénierie (FAEO), a déclaré : « Aujourd'hui, nous ne célébrons pas seulement l'excellence en ingénierie, nous visons à l'exploiter comme un moteur de transformation pour l'Afrique. Notre thème ne se résume pas à des mots. C'est un appel à l'action. Il incarne notre engagement commun à reconnaître, célébrer et valoriser le travail exceptionnel des ingénieurs africains ».

L'objectif de l'AEW et de la Conférence africaine sur l'ingénierie est d'honorer, d'inspirer et de cultiver l'excellence en ingénierie à travers l'Afrique. Il sert de plate-forme pour éduquer et enthousiasmer les jeunes et le public sur le monde fascinant de l'ingénierie, soulignant son rôle dans la résolution des défis urgents auxquels est confrontée la région.

La 9e AEW de l'UNESCO et la 7e Conférence Africa Engineering ont lieu au CSIR International Convention Center à Pretoria, en Afrique du Sud, du 25 au 28 septembre 2023.

La conférence de cette année continue de se concentrer sur les questions critiques ayant un impact sur les femmes en ingénierie, les étudiants et les jeunes professionnels, le réseautage interentreprises et les séances de communications techniques — chacune d'entre elles proposant un programme dédié pendant toute la durée de l'événement.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Nou ossi ni doi pa kontante in listoir gaskoné !

Mayotte la vnu franssè par azar : sa téi éspass l'ané 1841, in Siltan izirpatèr la pran lo pouvoir dann Mayotte. Aprésa konm li l'avé pèr lo siltan lil Anjouan i atak ali, li la vande Mayotte avèk in lofissyé d'marine franssé é li la touch dis mil piastre par an ziska ké li pass l'ote koté d'la vi.

I paré laba, dann Mayotte néna in pé i falsifyé listoir lo péi pou goumante lo santiman pro-franssé an parmi bann maoré. Zot i prétan dopi l'ané 1841 donk dopi lo komansman mèm, bann maoré té i vé vni franssé.

Biensir sa t'in bob sa, in fasson sharj delo, in fasson falsifyé listoir, in mansonz konm néna bonpé, épi in trafikotaz. Mé alon pa obliye kékshoz : shomin nou la pass dodan, souvan défoi an maronaz, pou fé rokonète noute listoir anou pèp Rényoné.

Mi rapèl kan in pé téi vé déguiz lo vin déssanm an fète létchi. Mi souvien bien té pa si fassil désside lo gouvèrnman pou fé avèk lo vin déssanm in zour fèryé é zordi nou la pa gingn fé respèk sa é sé plizanpliss in zour komèrssyal.

Mézami alon poz késtyon d'moune dsi noute listoir, nou sar prèss pa déssu é poitan ni di in pèp i koné pa son listoir sé in pép paré pou pèrde son rassine. Zordi ankor mi domann an mwin mèm si toute travaye nou la fé an maronaz, zordi la pa apré éfassé.

Alon révèye in kou mézami é sirtou alon pa lèss listoir rante la min bann zélite, anlisské sa rante bann zofissyèl — i fo noute pèp i vanz pou sa.

A bon antandèr, salu !

Justin